

[lecourriercauchois.fr](https://www.lecourriercauchois.fr)

Manneville-la-Goupil. Ecole morte contre la fermeture d'une classe

Le Courrier Cauchois

3-4 minutes

Ils étaient plus d'une cinquantaine, vendredi 9 mai au matin, devant l'école Eric-Tabarly de Manneville-la-Goupil pour une opération école morte. Cette manifestation avait pour but de dénoncer la fermeture d'une classe de maternelle voulue par l'académie.

Une fermeture toujours d'actualité

Parents d'élève, élus et habitants des quatre communes du regroupement scolaire (Bornambusc, Houquetot, Manneville-la-Goupil et Virville) avaient déjà manifesté leur colère lors d'un rassemblement, samedi 29 mars dernier, pour envoyer un message à l'académie. Celui-ci n'ayant pas été entendu une opération école morte a donc été organisée par le collectif des parents d'élève : "*Nous avons appelé les parents à garder leurs enfants à domicile par solidarité du mouvement*", explique Christelle Vimont, la représentante des parents d'élève. Même si l'objectif de n'avoir aucun élève en classe n'a pas été atteint, le taux d'absentéisme s'est quand même élevé à 80 % d'après la représentante. Aujourd'hui, la fermeture d'une classe est toujours d'actualité : "*Lors de l'annonce, il devait y avoir quatre élèves en moins*", détaille Christelle Vimont. *Mais au fur et à mesure des semaines nous avons eu des nouvelles inscriptions qui portent le nombre d'enfants à 175, donc un chiffre identique à l'année en cours.*" Une décision totalement injustifiée pour elle avec de lourdes conséquences pour les enfants et l'équipe éducative. En effet, cette fermeture entraînera une augmentation des élèves à 31 par classe et une dégradation des conditions de travail pour les instituteurs, rappelle la représentante des parents d'élève. "*Cette fermeture entraînera l'augmentation des classes à double niveau, pour les enfants en difficulté c'est un accompagnement moins personnalisé, ça va les pénaliser*", souligne Christelle Vimont.

Les élus en soutien des parents

"*La seule justification de cette fermeture, c'est une réduction des coûts pour l'Etat*", lance David Fleury, maire de Bornambusc. Pour lui, les quatre communes investissent énormément sur le regroupement scolaire sur les bâtiments neufs ou encore sur le numérique : "*Nous, nous faisons des efforts et derrière l'Etat nous saborde un peu en fermant des classes. Pour ma commune, l'école c'est un tiers de mon budget de fonctionnement, c'est énorme*", s'insurge-t-il. D'après David Fleury, cette fermeture pourrait peser sur l'attractivité du territoire : "*Il y a 20 ans, les élus avant nous avaient fait le choix du regroupement, ça correspondait aussi aux demandes de l'Education nationale et on s'aperçoit qu'on ne tient pas en compte les investissements faits et on perd de l'attractivité*", souligne David Fleury. Parents et élus souhaitent ouvrir le dialogue mais n'excluent pas de continuer le mouvement s'ils ne sont pas écoutés.